

RENÉ CUPERUS

Politologue, membre de la Fondation Wiardi Beckmann.

COMMENT LES PARTIS POPULAIRES ONT (PRESQUE) PERDU LE PEUPLE ? POURQUOI DEVONS-NOUS ÉCOUTER LE RÉVEIL DU POPULISME ?

L'Europe a ouvert la boîte de Pandore du populisme. D'Athènes à Dresde, de Paris à Madrid, partout, nous voyons des signes forts de révolte populaire contre l'ordre établi. Une crise de confiance européenne, doublée d'une crise de la représentation, s'étale désormais au grand jour, et l'attention se porte sur les revers présumés de la politique d'immigration et d'intégration européenne. Presque partout en Europe, ceux qui veulent remettre en cause l'ordre établi sont déjà dans l'antichambre du pouvoir. Ce sont des perspectives inquiétantes, sinistres, et un signe important de l'instabilité des sociétés européennes.

Malgré ce réveil en fanfare, nos dirigeants prêtent peu d'attention au piétinement des sociétés européennes par les éléphants du populisme. Austérité sans fin, réformes sans fin de l'Etat-Providence bâti dans l'après-guerre, atteintes à la protection sociale et à la sécurité collective, inégalités entre le sort des entreprises et celui des particuliers, intensification et centralisation de l'intégration européenne au milieu d'un tsunami euroscep-

tique, inertie de l'élite face à une migration de masse sans précédent, voilà tout ce qui attise l'envie sociale et le ressentiment à l'encontre des politiques actuelles. De la Grèce à la Grande-Bretagne, de la Norvège aux Pays-Bas, la démocratie appartient aux populistes et le pouvoir aux technocrates. Que s'est-il donc passé ?

Le populisme en Europe continue de croître. Cela devrait constituer un sérieux signal d'alarme, car il est l'expression



d'une double crise, de confiance et de représentation, dans nos sociétés. Il s'épanouit malgré la force de nos démocraties libérales d'après-guerre et de notre système de protection sociale et de solida-

De la Grèce à la Grande-Bretagne, de la Norvège aux Pays-Bas, la démocratie appartient aux populistes et le pouvoir aux technocrates. Que s'est-il donc passé ?

rité. En raison de la pression de la mondialisation, des migrations et de la perte de nos repères, l'économie sociale de marché risque, aujourd'hui, d'être compromise, érodée. Le populisme est la révolte d'individus qui se sentent laissés pour compte. Mais, il n'est pas forcément l'expression de ceux que l'on range, le plus souvent, sous le terme distinctif de population précarisée, à capital culturel faible. La situation est beaucoup plus inquiétante, tant en termes de chiffres qu'en terme de risque politique : il n'y a qu'à regarder du côté du Front national français, de l'UKIP britannique, du PVV néerlandais, mais aussi chez les Flamands ou les nationalistes scandinaves. Le populisme est un phénomène de

classes moyennes en difficulté. Il résiste aux théories et à l'internationalisme d'une élite coupée des réalités et un peu perdue. Pour dire les choses sans détour, le populisme n'est pas le NPD (le parti néo-nazi allemand), le populisme est bien davantage la voix des tabloïds britanniques et du journal Bild ! Et c'est bien pire ! On peut même dire, aujourd'hui, que la ligne de partage passe entre ceux qui sont allés à l'école primaire et au collège et ceux qui sont allés au lycée !

Les travaux du sociologue belge, Mark Echardus, et du politiste suisse, Hanspeter Kriesi, ont permis d'établir qu'une nouvelle fracture sociale s'est ouverte entre ceux qui ont un capital socio-culturel et ceux qui n'en ont pas, rendant inopérantes celles, plus classiques, entre la gauche et la droite ou les religieux et les laïcs. Il existe un risque sérieux que l'écart entre les personnes peu ou pas diplômées et les personnes à haut niveau d'études continue de se creuser. Aux Pays-Bas, nous constatons que les diplômés et les non-diplômés vivent de plus en plus dans des mondes séparés et bien distincts : *Living apart together*. Les deux mondes coexistent, de chaque côté d'une route, et entrent rarement en contact.

Les lieux de rencontre autrefois usuels - église, armée, organismes de bienfaisance - jouent un rôle bien moins important. Et surtout, les personnes à haut niveau d'études ont tendance à rester dans leur cercle. Dans le biotope qui leur est étranger, ils observent ceux qui ont un niveau culturel plus bas. Ils méprisent l'humour, les goûts, les convictions politiques de ceux qui sont différents. Dans une société supposée égalitaire, cette attitude élitiste crée un sentiment de malaise, sur lequel deux think tanks, au moins, du gouvernement néerlandais se sont penchés récemment.

LES CLIVAGES TRAVERSENT LES VIEUX PARTIS POPULAIRES

Les diplômés et les non-diplômés se distinguent, principalement, par leurs attitudes à l'égard des questions relatives à la mondialisation : l'ouverture des frontières, l'immigration et le processus d'intégration européenne. Sur ces thèmes, les deux groupes socio-culturels sont diamétralement opposés. Les plus diplômés sont davantage cosmopolites, universalistes, tandis que les moins diplômés ont tendance à défendre des positions plus nationalistes et particularistes. Dans notre monde, en constante évolution,

le premier groupe a beaucoup plus confiance dans le monde politique, le capital financier et culturel que le second.

Les diplômés et les non-diplômés se distinguent, principalement, par leurs attitudes à l'égard des questions relatives à la mondialisation : l'ouverture des frontières, l'immigration et le processus d'intégration européenne.

Les lignes de partage traversent nos vieux partis démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates. Si ces partis n'apprennent pas à affronter de façon constructive ces nouvelles forces, ces nouvelles tensions, ils pourraient bientôt n'être plus que des coquilles vides. En outre, le conflit social entre ceux qui ont fait des études et ceux qui n'en ont pas fait est exploité de façon maximale par les partis populistes. Il nourrit le mythe, selon lequel les élites diplômées cosmopolites, aussi bien que les immigrés de fraîche date, veulent porter atteinte à l'Etat-Nation et, au bout du compte, l'abolir. L'histoire du populisme est bien plus une histoire de peur, de ressentiment et de



colère qu'une histoire de déclassement économique. C'est une course pour l'identité, la reconnaissance et le statut social. Au siècle dernier, l'ouvrier était le

Les partis de centre-gauche, qui ont une responsabilité dans la crise actuelle, en raison de leur politique de réformes et d'austérité, ont libéré un espace conséquent aux promoteurs et aux aventuriers du populisme.

héros de la gauche politique, les intellectuels étaient acceptés dans le combat comme de simples supplétifs de la classe ouvrière. Aujourd'hui, l'élite s'en prend aux précaires, aux faiblement diplômés, en les accusant de ne pas savoir accepter le changement et de ne pas s'être préparés à la société mondiale du savoir du XXI^e siècle. On leur a ainsi volé leur fierté. La question cruciale est donc de savoir comment la gauche peut répondre à ces nouveaux développements. Le problème réside dans le fait que les partis de centre-gauche, qui ont une responsabilité dans la crise actuelle, en raison de leur politique de réformes et d'austérité, ont libéré un espace conséquent aux promoteurs et aux aventuriers du populisme.

Prenons l'exemple des Pays-Bas : dans les années 1970, le parti social-démocrate PVDA classique s'est modernisé et transformé en un parti progressiste. Il promeut, aujourd'hui, principalement des valeurs post-matérialistes, tout à fait compatibles avec celles défendues par les écologistes européens. L'énergie nucléaire, le féminisme, l'aide au développement, le multiculturalisme, plutôt que des bons emplois, ont été placés au centre de notre politique. Les tensions sociales entre diplômés et non-diplômés étaient pourtant alors atténuées par la préservation de l'Etat-Providence. Cela semblait fonctionner, au moins pendant un certain temps. Mais, quand les sociaux-démocrates post-modernes ont rompu le contrat social ou même trahi - c'est ainsi qu'ont été perçues les réformes successives du modèle social -, ils ont ouvert la voie à la suspicion. La colère, le ressentiment, la frustration ont grandi en conséquence.

Nous devons comprendre que le populisme est ancré dans la réalité. Il ne surgit pas de nulle part. Les mouvements populistes se font l'écho de véritables peurs et de préoccupations que nous devons prendre au sérieux. Il est inutile que les

personnes à fort capital culturel méprisent celles qui n'ont qu'un faible capital culturel. Il n'est pas plus productif de critiquer les moins diplômés, au sujet de leur faible enthousiasme, à l'égard de la construction européenne. Car, il est évident que les plus défavorisés sont confrontés, dans leur vie quotidienne, aux situations complexes engendrées par l'intégration européenne ou les vagues migratoires, de manière bien plus directe que les personnes à haut niveau de qualification, qui, elles, peuvent, de surcroît, supporter les coûts de ce qu'on appelle « la fuite des Blancs » dans des quartiers, des écoles et des clubs sportifs moins multiculturels.

LE COMBAT DES CLASSES MOYENNES POUR LE PARADIS PERDU

Nous devons également comprendre que le populisme est avant tout un phénomène culturel. En Europe, il a pris racine non pas dans les régions en crise, mais plutôt dans des zones plus aisées. En Autriche, au Danemark, en France, et en Flandre, le populisme n'est pas un mouvement des classes populaires mais il est celui d'une classe moyenne inférieure. En quelque sorte, le populisme est

Le populisme en Europe a pris racine non pas dans les régions en crise, mais plutôt dans des zones plus aisées. En Autriche, au Danemark, en France, et en Flandre, le populisme n'est pas un mouvement des classes populaires mais il est celui d'une classe moyenne inférieure.

la recherche d'un paradis perdu. Pour cette raison, il est impossible de lutter contre les mouvements populistes en sollicitant simplement la défense du « vivre ensemble » et des privilèges. On a insuffisamment réfléchi au fait que « l'élite » a échoué au cours des dernières années, notamment dans la maîtrise des conséquences de la mondialisation. C'est sa politique qui a conduit à la crise financière et bancaire, à la crise de l'euro et au traumatisme engendré par les migrations de masse. Ce bilan n'a pas spécialement suscité un quelconque respect pour la sagesse de l'élite !

LES DÉCROCHÉS COMME VÉRITABLE AVANT-GARDE

Le plus gros problème tient peut-être au fait que la partie la plus diplômée de la population entretient une fausse image d'elle-même : les gens se disent cosmo-



Quand nous désignons tous les mouvements de mécontentement comme populistes, nous stigmatisons tous ces gens qui se sentent délaissés pour de bonnes ou de mauvaises raisons. Ce n'est pas ainsi que doit s'exercer un leadership politique et moral. On doit gérer différemment et communiquer différemment sur la complexité du monde globalisé.

polites et universalistes, favorables à l'immigration et à l'islam, partisans de la construction européenne et opposés à une politique de « la loi et l'ordre ». Mais, la plupart de ces paramètres sont en fait définis par la volonté de se différencier de la masse des classes inférieures, présentée comme vulgaire et peu cultivée. A y regarder plus précisément, jusqu'à quel point cette élite diplômée est-elle cosmopolite, pro-européenne et islamophile ? Par provocation, on pourrait même dire que la véritable avant-garde est aujourd'hui constituée de ceux qui sont les moins diplômés, de ceux qui ont le capital culturel le plus faible, et qui attirent l'attention sur les revers de la mondialisation et les inégalités qu'elle engendre. C'est cela même qui donne de l'espoir. En réalité, les

couches diplômées de la population et les couches sans capital culturel sont peut-être aujourd'hui plus proches que l'on ne pourrait le penser. De ce constat, on peut déduire qu'une nouvelle compréhension mutuelle, une nouvelle coopération pourraient se développer. Une chose est claire : compte tenu de ses multiples racines, le terme de « populisme » doit être utilisé avec prudence. Il n'est pas neutre, mais a une connotation péjorative. Il est utilisé pour diaboliser les opposants politiques, les exclure du champ des politiques « normales » et « rationnelles ». Les populistes eux-mêmes ne se définissent pas comme « populistes ». Quand nous désignons tous les mouvements de mécontentement comme populistes, nous stigmatisons tous ces gens qui se sentent délaissés pour de bonnes ou de mauvaises raisons. Ce n'est pas ainsi que doit s'exercer un leadership politique et moral. On doit gérer différemment et communiquer différemment sur la complexité du monde globalisé.

QUATRE FAIBLESSES DES PARTIS TRADITIONNELS

La première faiblesse réside dans le fait que les partis traditionnels - « les partis du vaste Centre » - n'offrent plus de senti-

ment de sécurité. Ils ont perdu la capacité de le transmettre à la population. Ils ne sont plus en situation de garantir une sécurité économique, sociale et culturelle pérenne, et ce, parce que les élites elles-mêmes n'ont pas une idée bien arrêtée de l'avenir. Les partis traditionnels sont soumis à la pression de la mondialisation, de la logique et des conséquences phénoménales du projet européen, de la précarisation du marché du travail, et c'est ainsi que, peu à peu, ils perdent la confiance de leurs électeurs, même les plus fidèles.

La deuxième faiblesse réside dans le fait qu'il n'y a apparemment pas d'alternative aux politiques technocratiques d'adaptation à la mondialisation, ce qui a dissous la différence entre droite et gauche dans le champ politique. La politique « mainstream » a pris trop de place, avec l'Europe comme unique repère. Les partis traditionnels - le SPD et la CDU (ou en Hollande le VVD, la CDA et le PvdA) - sont plus ou moins d'accord sur l'avenir de l'Union européenne. Il n'y a pas une Europe « de gauche » ou une Europe « de droite ». Il y a 100 % de partisans et d'adversaires de l'Europe : les partis traditionnels s'opposant aux ennemis présumés

de l'Europe, les populistes. En science politique, on sait depuis longtemps déjà que si l'on gomme les clivages droite-gauche, on promeut la coupure aux ciseaux entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas ». Le problème, c'est que ces nouvelles lignes de partage dans les sociétés modernes épousent les contours

En science politique, on sait depuis longtemps déjà que si l'on gomme les clivages droite-gauche, on promeut la coupure aux ciseaux entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas ».

des inégalités dans l'éducation. L'éducation produit une sorte de nouvelle société de classes, sur les plans économique et culturel. Je définis même le populisme comme une « guerre culturelle » entre ceux qui ont pu acquérir une formation scolaire et ceux qui n'ont pas pu le faire. Les partis traditionnels, qui devraient tendre des passerelles vers les moins diplômés, sont allés beaucoup trop loin dans le sens de l'élite éduquée en acceptant de parler d'une Europe « ersatz » d'une Nation, de la société de la connaissance méritocratique, de la transformation radicale de l'écologie, du multiculturalisme vanté comme l'expression de



la diversité religieuse - en opposition à la culture occidentale. Tout cela a ouvert un espace aux extrêmes populistes, à l'opposition entre le peuple et les élites, entre le peuple et l'« Establishment ». Et, de ce fait, le lien de solidarité qui s'était établi entre les partis traditionnels a été soumis à une forte tension.

La troisième faiblesse tient à la qualité même des hommes politiques (encore un tabou !). Les principaux partis politiques sont relativement faibles et les processus de sélection et de désignation sont presque au même niveau. La démocratie n'est plus considérée comme la meilleure, ni la plus appropriée, des organisations humaines. Trop de technocrates, pas assez de représentants issus du « peuple », tout cela peut poser de graves problèmes à l'avenir. De même que cela sape la confiance dans la politique. Plus technocratiques, autoritaires et apolitiques seront les politiques menées, plus la vengeance du populisme sera terrible.

LA SOCIÉTÉ BRISÉE DES PARTIS POPULAIRES

La quatrième et dernière faiblesse tient à la fracture sociétale des partis populaires. Prises dans le tourbillon de la mondialisation,

des migrations, de la fragmentation sociale, les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de solidarité ont continué de se dégrader. Les partis politiques traditionnels - les vieilles formations chrétiennes-démocrates ou sociales-démocrates européennes, et, dans certains pays, les libéraux - ont perdu très largement le contact avec des gens frappés par « la peur de l'avenir ». Ce groupe des angoissés du futur, qui pensent que le nouveau monde n'a rien à leur offrir, se sent abandonné par « l'élite politique ».

Les sociaux-démocrates sont victimes de cette fracture de la société. Ce qui est en jeu, c'est la scission de l'électorat social-démocrate en deux groupes, une division entre les universitaires et les sociaux-démocrates traditionnels, affiliés au milieu syndical, entre les diplômés et les peu qualifiés, entre les cosmopolites et les nationalistes, entre les libéraux et les autoritaires. Cette fracture est à l'image de celle qui traverse les classes moyennes. En raison des tensions puissantes créées par la mondialisation, l'immigration de masse, l'économie du savoir individualiste et post-industrielle, les électeurs sociaux-démocrates sont divisés en deux

camps : celui des optimistes, bienveillants à l'égard de la mondialisation, de la force du marché, de l'Europe et de la diversité, et celui de ceux qui se sentent menacés par tous ces facteurs. La pression exercée par la division et la fracturation des partis politiques est similaire à celle qui s'exerce au sein de la société civile. Les divergences internes des partis politiques reflètent les fissures de nos sociétés. Le fait que les formations politiques se trouvent elles-mêmes en proie à ce processus de désintégration doit nous alerter. Car, fondamentalement, ce sont notre cohésion nationale, notre tissu social, notre système de solidarité qui sont aujourd'hui pris pour cible.

Le populisme est une réponse risquée et très grave à ces changements sociaux profonds. Il doit nous alerter sur ce qui fait défaut dans la représentation et la communication politique telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée par les élites politiques, culturelles et économiques, dans un contexte tumultueux de changement. Le populisme doit être pris très au sérieux, à la fois comme signal d'alarme et comme péril pour nos démocraties. Nous devons considérer ce péril populiste comme une mise en cause de

nos sociétés et démocraties. Les partis politiques doivent regarder leur faiblesse en face. Nous avons besoin d'un nouveau pacte social entre ceux qui sont aujourd'hui privilégiés et les plus vulnérables : un pacte de sécurité socio-écono-

Les électeurs sociaux-démocrates sont divisés en deux camps : celui des optimistes, bienveillants à l'égard de la mondialisation, de la force du marché, de l'Europe et de la diversité, et celui de ceux qui se sentent menacés par tous ces facteurs.

mique, basé sur le maintien de l'esprit du modèle social national dans le modèle européen, et une ouverture culturelle - une orientation internationale contre la xénophobie et un nationalisme mono-ethnique et replié sur lui-même, mais avec maintien des institutions démocratiques nationales. Un tel pacte pourrait être une réponse au populisme.

Les expériences menées aux Pays-Bas - les repères étant Pim Fortuyn ou Geert Wilders - ont montré qu'il n'existe pas de remède miracle dans le rapport au populisme. Et ce d'autant plus que nous



sommes invités à prendre le populisme au sérieux et, le cas échéant, à faire preuve d'autorité dans la conduite des affaires. C'est particulièrement le cas quand on en vient au pluralisme démocratique et au traitement civilisé des minorités dans un état de droit. Sur le plan tactique, les grandes coalitions sont une erreur. Elles gommant les différences

entre la droite et la gauche et renforcent l'image d'un establishment unique et d'une absence d'alternative. Ce que nous devons, en revanche, promouvoir, c'est l'idée d'un nouveau compromis, d'un nouveau contrat social et d'une nouvelle alliance culturelle entre ceux qui ont le plus et ceux qui ont le moins, des deux côtés de l'échiquier politique.